

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 29/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ASSOCIATION EMMAUS DE ROANNE MABLY**

90 rue des rosiers  
42300 MABLY

Références : UID4243-DSSP-024-0194  
Code AIOT : 0006104978

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement ASSOCIATION EMMAUS DE ROANNE MABLY implanté 90 RUE DES ROSIERS 42300 MABLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASSOCIATION EMMAUS DE ROANNE MABLY
- 90 RUE DES ROSIERS 42300 MABLY
- Code AIOT : 0006104978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de collecte, transit, tri et regroupement de déchets non dangereux en vue de leur réutilisation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 23/07/1996, article 1	Demande d'action corrective	5 mois
2	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/1996, article 1.3	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre à jour la situation administrative de son site au vu des quantités et de la nature des déchets présents.

Une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie lui est demandée au regard des quantités importantes de matières inflammables stockées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/1996, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>
Tableau des rubriques ICPE
<b>Constats :</b> <p>Le site d'Emmaüs Mably est spécialisé dans la récolte de dons et la collecte d'objets de toutes natures chez les particuliers.</p> <p>Sur le site, des activités de tri, transit, regroupement et vente aux particuliers sont effectués.</p> <p>Le site est classé à ce titre en rubrique 2710 de la nomenclature des ICPE (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets) par arrêté préfectoral du 23 juillet 1996.</p> <p>Le périmètre ICPE comprend le site, d'environ 1,5 ha dont 6000 m<sup>2</sup> de bâtiments. L'installation comporte plusieurs ateliers, en intérieur et à l'extérieur du bâtiment principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- couture, menuiserie, électricité et informatique</li> <li>- transit, tri, regroupement de vêtements</li> <li>- transit, tri, regroupement de DEEE (petit et gros électroménager)</li> <li>- transit, tri, regroupement de meubles et mobilier de toutes natures</li> <li>- transit, tri, regroupement de déchets métalliques non dangereux (ferraille, vélos, ...)</li> <li>- transit, tri, regroupement de plastiques (jouets, équipements de sports, ...)</li> <li>- vente des déchets triés</li> </ul>

Les déchets proviennent de deux sources :

- apports de particuliers directement sur le site
- collecte par les camions d'Emmaüs des déchets apportés par les particuliers dans un vingtain de points de dépôts présents dans les alentours du site

Les déchets sont ensuite déposés dans une zone de transit, puis triés en fonction de leur caractère vendable ou non. Le site dispose de locaux, bennes et conteneurs pour le stockage des déchets issus du tri, qui ne peuvent être revendus et qui sont ensuite valorisés / éliminés dans des filières spécifiques. Aucune opération de traitement de ces déchets n'est effectuée sur site avant la revente ou l'élimination.

Lors de l'inspection, comme lors de l'inspection du 27 juin 2017, il a été constaté que la situation administrative du site n'est pas à jour au regard de son activité. En effet, les critères de classement en rubrique 2710 ont évolué.

D'après la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement des déchets du 27 avril 2022, "si les déchets collectés proviennent d'autres points de collecte ou d'installation de tri, transit, regroupement, ou de toute autre origine que leur producteur initial, ou d'un collecteur en petites quantités qui a pris la responsabilité du producteur du déchet, l'installation doit être classée comme une installation de transit (2713 à 2718)". De plus, d'après la même note, "un site constitué d'une zone d'apport volontaire et d'une zone de transit devra être classé sous la rubrique 2710 et la rubrique 271X adaptée pour le transit".

De ce fait, le site pourra potentiellement être classé en fonction des quantités et volumes présents, non seulement en rubrique 2710, mais également sous les rubriques 2711 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux), et 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est donc demandé à l'exploitant de faire le point sur sa situation administrative, en mettant en œuvre les actions suivantes :

- fournir un plan détaillé du site, comprenant la surface de chaque atelier, la nature des déchets stockés dans chacun des ateliers, la hauteur des stockages, la hauteur des ateliers, ainsi que les localisations, surfaces, hauteurs, natures des stockage extérieurs et des bennes et autres contenants à déchets. Un plan lisible, détaillé et légendé des réseaux du site (eaux sanitaires, eaux pluviales, réseau électrique) est également demandé à l'exploitant. Il lui est fortement conseillé de se faire accompagner d'un géomètre pour ces travaux;
- transmettre à l'inspection le rapport d'activités 2023;
- en fonction des données récoltées sur les matières stockées, déterminer le nouveau classement du site, par exemple sur les rubriques 2711, 2713 et 2714, ainsi que le régime de classement en résultant. Sur ce point, il est vivement conseillé à l'exploitant de se faire accompagner d'un bureau d'études.

L'ensemble de ces points sera présenté dans un document qui sera transmis à l'inspection.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 2 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/1996, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de matériaux inflammables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur les 6000 m<sup>2</sup> de bâtiments couverts, il est constaté une quantité importante de matériaux combustibles type bois, textiles et différents polymères.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra donc faire réaliser une étude des flux thermiques en cas d'incendie, afin de s'assurer que ceux-ci ne sortent pas du site. Cette étude sera effectuée en prenant en compte les données récoltées par le géomètre concernant la distance entre les stockages, la distance entre les stockages et le bâti, le type de stockage, la quantité et le volume de stockage, et, le cas échéant, les dispositions constructives à mettre en œuvre.</p> <p>Le SDIS sera sollicité en suite de cette étude. Son avis sera transmis à l'inspection.</p> <p>Sur ce point, il est vivement conseillé à l'exploitant de se faire accompagner d'une société spécialisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois